

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/W/119  
30 septembre 2003

(03-5134)

---

Comité du commerce et du développement

## PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION 2004

### Table des matières

	Paragraphes
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>1-5</b>
<b>II. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION POUR 2004.....</b>	<b>6</b>
<b>III. LES PRODUITS .....</b>	<b>7-86</b>
<b>IV. PARTENARIATS ET EXTERNALISATION.....</b>	<b>87-95</b>
<b>V. SUIVI ET ÉVALUATION .....</b>	<b>96</b>
<b>VI. FINANCEMENT .....</b>	<b>97-98</b>
<b>ANNEXE</b>	

## I. INTRODUCTION

1. Le Plan d'assistance technique et de formation (le Plan) pour l'année 2004 vise à permettre au Secrétariat de l'OMC de poursuivre de manière cohérente et dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité les principaux objectifs fixés par les Membres, à savoir améliorer les capacités institutionnelles et humaines des pays bénéficiaires à traiter les préoccupations et les questions qui se posent en matière de politique commerciale, intégrer le commerce dans les politiques nationales de développement et de lutte contre la pauvreté et faciliter une meilleure participation des bénéficiaires au Système commercial multilatéral (SCM) ainsi que leur participation effective aux négociations. Il reflète les principes et priorités énoncés dans les documents de base, y compris la Stratégie de coopération technique de l'OMC et la Déclaration ministérielle adoptée à la quatrième Conférence ministérielle au Qatar en novembre 2001 (le Programme de Doha pour le développement). L'accent est mis sur l'intégration complète de la formation et de la coopération technique et l'optimisation des synergies potentielles entre les deux, ces aspects étant l'un des principaux objectifs visés lors de la création de l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT). La dimension développement fait partie intégrante de l'assistance fournie dans chaque domaine spécifique.

2. Le Plan comporte divers produits que le Secrétariat a définis et qui peuvent servir à fournir assistance technique et formation. Tous ces produits, que ce soit à Genève ou sur le terrain, visent à la réalisation du même objectif général et peuvent être appliqués individuellement ou en combinaison. En outre, le Plan est conçu de manière à ce que tous les Membres et Observateurs concernés puissent systématiquement en bénéficier. La priorité sera donnée aux pays les moins avancés (PMA).

3. L'IFTC, ainsi que le Comité de gestion de l'assistance technique (CGAT), jouent un rôle central dans la coordination des activités prévues dans le Plan. La mise en œuvre de celui-ci fera intervenir pratiquement toutes les divisions de l'OMC, ainsi que les institutions partenaires, les banques régionales de développement et d'autres organisations.

4. Le Plan s'articule comme suit: le chapitre II traite des principaux éléments d'assistance technique et de formation prévus pour 2004. Le chapitre III présente les produits ainsi que les objectifs qu'ils sont censés atteindre. Le chapitre IV fournit des indications sur les partenariats et le recours à des ressources extérieures. Le chapitre V porte sur le suivi et l'évaluation et le chapitre VI couvre la question du financement.

5. L'annexe fournit des renseignements pratiques concernant les activités d'assistance technique et de formation. Elle propose également une nouvelle manière de rendre compte des activités d'assistance technique, en termes de production (participants/jours), afin de permettre un suivi plus réaliste de la mise en œuvre du Plan.

## II. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION POUR 2004

6. Les principales caractéristiques du Plan sont les suivantes:

- **il est axé sur la qualité:** il est important de veiller à ce que les Membres se voient offrir un nombre approprié d'activités, mais il est encore plus important de veiller à ce que celles-ci soient de qualité élevée;
- **il est axé sur les produits:** le Plan est axé sur la fourniture de produits. Pour chacun, des objectifs précis sont définis. Ils comprennent des cours de politique commerciale de durée variable, qui peuvent être tenus à Genève ou sur le terrain, des séminaires régionaux, des ateliers, des activités nationales, y compris des services de consultation sur les politiques commerciales, etc.;

- **il est axé sur la recherche de l'efficacité et l'obtention de résultats:** davantage que par le passé, il met l'accent sur les activités dont il est prouvé qu'elles accroissent ou sont susceptibles d'accroître de manière durable les capacités humaines et institutionnelles. Le Plan vise à "laisser une marque";
- **il est équilibré géographiquement:** il comporte un nombre considérable d'activités régionales de manière à assurer une couverture géographique équitable;
- **il est ample et approfondi dans sa portée:** afin d'assurer que tous les Accords de l'OMC et les sujets sur lesquels portent les négociations du Programme de Doha pour le développement soient traités, avec le niveau de détail approprié;
- **il est simple et flexible:** le Plan est simple, transparent et souple. Il planifie ce qui peut l'être (activités essentielles, que ce soit à Genève ou dans les régions) et laisse la possibilité de considérer les besoins prioritaires et de répondre aux demandes spécifiques des bénéficiaires; il tiendra compte en particulier des besoins des PMA, des petites économies vulnérables, ainsi que des pays n'ayant pas de représentation à Genève;
- **il est conçu pour établir et renforcer des partenariats stratégiques et la cohérence:**
  - o avec les bénéficiaires, c'est-à-dire sous la forme d'activités de coopération et de renforcement menées dans les pays, pour créer les conditions qui permettront de transférer progressivement aux bénéficiaires la maîtrise et la responsabilité de la formation et, grâce à une approche concertée, identifier les besoins et établir les priorités de l'assistance technique et de la formation;
  - o avec la communauté des donateurs, pour assurer une plus grande cohérence entre les fournisseurs d'assistance technique et de la formation, éviter les chevauchements et les doubles emplois et améliorer l'efficacité;
  - o avec les instituts de formation et organes régionaux et les autres institutions internationales pour partager les responsabilités et tirer profit au maximum des complémentarités et des compétences disponibles;
  - o avec les milieux universitaires, pour les sensibiliser aux exigences et besoins locaux et développer leurs capacités en matière d'enseignement et de recherche.

### III. LES PRODUITS

7. Les produits mentionnés dans le présent chapitre sont conçus pour assurer un certain nombre d'activités de qualité élevée qui soient réalisables et aient des effets durables. Chaque produit comporte des objectifs clairement identifiés. Les résultats sont ainsi mesurables, ce qui donne plus de sens à l'évaluation.

#### a) Cours de politique commerciale

8. Des cours de politique commerciale sont dispensés à Genève et dans les régions. D'une durée de 12 semaines, ils consistent en une série d'exposés sur l'OMC, son histoire, ses règles et procédures et son fonctionnement. Tous les Accords et questions sont couverts. L'objectif n'est pas de former des spécialistes dans chaque domaine d'activité de l'OMC, mais d'assurer que les participants aient

une connaissance détaillée de toutes les questions concernant l'OMC et acquièrent des compétences pratiques et se constituent un réseau important de relations. Ce type d'immersion globale revêt une importance critique dans les pays où les ressources humaines consacrées au SCM sont insuffisantes pour permettre un degré élevé de spécialisation. Ces cours servent également d'introduction générale à ceux qui se spécialiseront par la suite.

9. S'agissant des objectifs à atteindre, les cours de politique commerciale tenus aussi bien à Genève que dans les régions doivent permettre aux participants:

- d'acquérir une bonne compréhension de tous les aspects de l'OMC, y compris les Accords;
- d'apprendre à utiliser efficacement les renseignements et la documentation concernant certaines questions spécifiques;
- d'améliorer leur capacité d'analyse et de négociation;
- de renforcer leur capacité à travailler dans un environnement international; et
- d'établir et/ou de renforcer un réseau de relations avec les autres participants et les formateurs ou experts.

*i) Cours de politique commerciale dispensés à Genève*

10. Quatre cours de politique commerciale sont organisés chaque année au Siège. Ils consistent en une série de modules couvrant tous les domaines de travail de l'OMC. Ils incluent aussi des visites dans d'autres organisations internationales s'occupant de questions liées au commerce, ainsi que la participation à certaines réunions d'organes de l'OMC. Ils comprennent des exposés réguliers sur les travaux de l'Organisation. Des cours d'informatique sont proposés à titre facultatif. Les contacts avec les experts de l'OMC et d'autres organisations internationales sont fréquents.

11. Les cours de politique commerciale sont organisés par l'IFCT et font appel à des experts des diverses divisions opérationnelles et à des consultants externes spécialisés. Des représentants d'autres organisations, notamment l'ICC, la CNUCED, l'OMPI et la Banque mondiale, sont régulièrement invités à y faire des présentations.

12. Peuvent participer à ces cours les fonctionnaires de pays en développement et de PMA, d'économies en transition et de pays accédants. De 25 à 30 participants sont choisis pour chaque cours. Ce sont généralement, mais pas nécessairement, des fonctionnaires appartenant au Ministère du commerce. Le processus de sélection cherche à assurer une distribution équitable entre les pays concernés pour chaque cycle de six cours comprenant quatre cours en anglais, un en français et un en espagnol. En 2004, les cours suivants seront organisés:

- les 27<sup>ème</sup> et 28<sup>ème</sup> cours de politique commerciale pour fonctionnaires anglophones seront dispensés simultanément;
- le 29<sup>ème</sup> cours de politique commerciale pour fonctionnaires hispanophones; et
- le 30<sup>ème</sup> cours de politique commerciale pour fonctionnaires francophones.

13. Les méthodes de formation utilisées mettent l'accent sur un apprentissage interactif, des simulations, des exercices pratiques, des études de cas et des débats. On procède actuellement au renforcement des moyens pédagogiques habituels, y compris la documentation de base, les moyens visuels, les exercices, les simulations et les documents de référence.

14. Les coûts afférents à l'organisation des cours de politique commerciale tenus à Genève, y compris les bourses accordées aux participants pour couvrir leurs frais de voyage, de logement et d'assurance, sont imputés sur le budget ordinaire de l'OMC.

*ii) Cours régionaux de politique commerciale*

15. Les cours régionaux de politique commerciale sont organisés sur le même modèle que ceux tenus à Genève, l'objectif étant de parvenir à un même niveau d'excellence. Ils sont dispensés conjointement par des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC et des représentants des milieux universitaires et des spécialistes de la politique commerciale de la région en question. Il existe entre les compétences de l'OMC et les compétences régionales une complémentarité naturelle qui rend ce type de formation plus complet et aussi mieux adapté aux besoins locaux. Les stagiaires bénéficient non seulement d'explications faisant autorité sur les dispositions et le fonctionnement de l'OMC qui sont fournies par ses fonctionnaires, mais aussi de présentations et de discussions auxquelles participent des spécialistes de la région, et qui mettent fortement l'accent sur les préoccupations régionales. Les spécialistes régionaux ajoutent des éléments intéressants directement la situation et le contexte considérés, que les fonctionnaires de l'OMC ont généralement plus de mal à fournir et que l'on ne retrouve pas dans la même mesure dans les cours de Genève, dont les participants peuvent provenir de plusieurs régions.

16. S'ils ont les mêmes objectifs principaux que les cours de Genève, les cours régionaux de politique commerciale doivent en outre:

- accroître les possibilités de formation offertes aux fonctionnaires nationaux, lesquelles jusque-là n'existaient qu'à Genève;
- établir au niveau régional des partenariats institutionnels pour des activités de renforcement des capacités;
- mettre en place au niveau régional avec les milieux universitaires et des spécialistes des arrangements pour la formation conjointe de fonctionnaires; et
- créer des réseaux avec des établissements d'enseignement supérieur.

17. Par définition, les partenariats institutionnels ne peuvent à un moment précis être forgés qu'avec une seule institution de la région, mais les conférenciers proviennent d'établissements d'enseignement supérieur et d'autres sources de toute la région. Des liens s'établissent ainsi ou se trouvent renforcés avec les milieux universitaires dans le cadre d'une approche intégrée visant à un renforcement durable des capacités. Dans ce but, le programme prévoit la tenue à Genève de réunions d'information à l'intention de formateurs partenaires provenant des régions. Cette approche intégrée est décrite en détail plus loin (voir paragraphe 63 ii)). En outre, les cours régionaux sont adaptés aux spécificités régionales pour ce qui est du nombre de participants des différents pays et de leur fréquence. La sélection des candidats se fait en partie en collaboration avec l'institution partenaire.

18. Le partenariat entre une institution régionale et l'IFCT est censé évoluer dans le temps, le partenaire régional assumant progressivement une part croissante de la responsabilité des cours. L'organisation de ces derniers sera ainsi étroitement liée aux efforts du Secrétariat de l'OMC visant à renforcer ses liens avec les milieux universitaires des pays en développement. Le Secrétariat réduira sa participation et poursuivra le partenariat sur cette base. Son degré de participation devra être suffisant pour permettre un contrôle de la qualité et pour que les cours puissent continuer à être qualifiés de cours de l'OMC, alors que la plupart des aspects de leur organisation et de leur déroulement seront confiés au partenaire. Le rythme de cette évolution devra être déterminé avec le partenaire sur la base de l'expérience acquise et dans une optique de durabilité des cours. Des progrès mesurables devraient cependant être accomplis à mesure que les cours se dérouleront.

19. Il est envisagé de tenir quatre cours régionaux en 2004:

- pour les Caraïbes, à Kingston (Jamaïque);
- pour les pays africains anglophones, à Nairobi (Kenya);
- pour les pays africains francophones ... (lieu à déterminer); et
- pour l'Asie ... (lieu à déterminer ...).

20. Les coûts afférents à l'organisation des cours régionaux de politique commerciale, y compris le coût des bourses accordées aux participants pour couvrir leurs frais de voyage, de logement et d'assurance, sont imputés sur le Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement.

**b) Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP)**

21. Le JITAP est un programme d'assistance technique interorganisations visant plusieurs pays, mis en œuvre par l'OMC, la CNUCED et le CCI en tant que partie intégrante du Plan. La deuxième phase du JITAP, qui a débuté en février 2003, concerne 16 pays africains<sup>1</sup> choisis selon des critères déterminés conjointement par les institutions et les donateurs participant au programme.

22. Le JITAP vise à renforcer les capacités et élargir la base de connaissance nationale des pays bénéficiaires pour tout ce qui concerne le SCM, en vue de les aider:

- i) à participer de manière plus effective aux négociations commerciales, à mettre en œuvre les Accords de l'OMC et à élaborer des politiques commerciales connexes;
- ii) à améliorer la capacité d'offre et la connaissance des marchés des entreprises exportatrices et prêtes à exporter pour qu'elles tirent avantage des possibilités commerciales découlant d'un meilleur accès aux marchés dans le cadre du SCM.

23. Les principales caractéristiques et la stratégie du JITAP II peuvent être résumées comme suit:

- partenariat entre les organisations d'exécution, les pays participants et les donateurs complété par la participation d'autres fournisseurs d'assistance technique liée au commerce (ATLC);
- création de réseaux et de synergies entre les pays participants et large utilisation des capacités nationales existantes;
- mise en place des modules du programme par le pays à l'aide des ensembles d'outils génériques fournis par les organisations participantes;
- mise en commun des ressources dans un Fonds commun d'affectation spéciale et coordination avec d'autres programmes d'ATLC;
- détermination des pays partenaires et de leur participation en fonction de plusieurs critères, notamment i) affectation de ressources de contrepartie aux activités menées dans le cadre du programme; ii) établissement d'un Comité directeur national et

---

<sup>1</sup> Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Zambie.

création/institutionnalisation d'un Comité interinstitutionnel sur le SCM;  
 iii) intégration du commerce en tant qu'élément moteur de la lutte contre la pauvreté;  
 et

- gestion axée sur les résultats, une attention particulière devant être accordée aux questions liées à la parité entre les sexes et à la lutte contre la pauvreté.

24. Dans le cadre des activités élargies du JITAP prévues pour 2004, un exercice de programmation a été lancé au début de la nouvelle phase du programme. Celui-ci consiste dans l'élaboration de documents de projet spécifiques à chaque pays bénéficiaire et l'organisation d'ateliers de lancement dans les huit nouveaux pays couverts par le JITAP.<sup>2</sup> Les documents de projet de chaque pays comprendront notamment un plan de mise en œuvre énonçant en détail les activités devant être entreprises.

25. Les coûts de mise en œuvre du JITAP II seront couverts en totalité par le Fonds d'affectation spéciale du JITAP.

**c) Le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA (Cadre intégré)**

26. Les objectifs principaux du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA sont les suivants:

- renforcer la croissance économique et les capacités de développement des PMA grâce aux efforts combinés de six organisations internationales, le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale et l'OMC, avec la pleine participation des partenaires de développement et de la communauté des donateurs;
- assurer l'intégration des politiques commerciales nationales dans les stratégies globales de développement et de lutte contre la pauvreté de chaque pays; et
- coordonner l'assistance technique liée au commerce fournie par les diverses institutions et autres partenaires de développement (aux niveaux bilatéral et multilatéral), chacun opérant dans son propre domaine de compétence et avec ses propres ressources.

27. Alors qu'il concernait au départ trois pays à titre de projet pilote, le Cadre intégré a été élargi en 2003 à 14 PMA se trouvant à des stades de développement divers.<sup>3</sup> En outre, cinq pays bénéficient d'activités de suivi résultant de tables rondes liées au commerce, qui ont été organisées dans le cadre d'une phase antérieure du Cadre intégré.<sup>4</sup>

28. En 2004, la conception, la gestion et la mise en œuvre d'activités existantes et nouvelles seront entreprises. Celles-ci comprendront:

- la participation à des réunions de la structure de gestion du Cadre intégré, comme le Groupe de travail du Cadre intégré et le Comité directeur du Cadre intégré. Bien qu'il se réunisse normalement au Siège de l'une des six organisations participantes, il est

---

<sup>2</sup> Botswana, Cameroun, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Sénégal et Zambie.

<sup>3</sup> Burundi, Cambodge, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Lesotho, Malawi, Mali, Madagascar, Mauritanie, Népal, Sénégal, Yémen.

<sup>4</sup> Bangladesh, Gambie, Haïti, Tanzanie, Ouganda.

probable qu'en 2004 le Groupe de travail tiendra quelques réunions dans les pays bénéficiaires pour rapprocher le Cadre intégré des réalités "du terrain"; et

- la participation à des séminaires et conférences liés au Cadre intégré, ainsi qu'à des ateliers pour sa mise en œuvre, tels que les ateliers de validation et les ateliers de mise en œuvre organisés avec la communauté des donateurs de chaque pays. Le Secrétariat participera également à l'exécution de projets d'assistance technique. En outre, il étudie actuellement la possibilité d'élargir le Cadre intégré à d'autres PMA, sous réserve des résultats de la deuxième évaluation du Cadre intégré, actuellement en cours. Le Secrétariat participera aux activités d'assistance technique résultant d'un tel élargissement.

29. Comme la plupart des activités prévues auront trait à la participation de l'OMC à des ateliers et séminaires nationaux dans les pays bénéficiaires ainsi qu'à des réunions de la structure de gestion, il en sera rendu compte à des fins budgétaires au titre des activités nationales (cf. section e)).

#### **d) Séminaires régionaux**

30. À l'issue des séminaires et ateliers régionaux, les bénéficiaires:

- auront acquis une connaissance pratique et une meilleure compréhension des accords et des questions couvertes par les négociations ainsi que les compétences nécessaires pour résoudre le cas échéant des problèmes spécifiques;
- auront échangé des informations et des données d'expérience; et
- auront placé et analysé les diverses questions dans un contexte régional.

31. Le principal avantage des séminaires et ateliers régionaux d'assistance technique et de formation est qu'ils permettent à l'OMC de toucher une large audience intéressée par les mêmes sujets; ils sont de ce fait avantageux, car il est évident qu'il serait impossible de traiter chacune de ces questions sur une base nationale dans chaque pays. Ils facilitent de ce fait les échanges de renseignements et de données d'expérience, ainsi que la création de réseaux, entre les participants. Cette approche qui convient sans doute pour de nombreux sujets liés à l'OMC peut être moins appropriée dans certains domaines qui requièrent une démarche plus focalisée au niveau national.

32. Ces séminaires seront organisés dans une partie ou dans la totalité des régions et groupes de pays, de la manière la plus pratique et homogène:

1. Pays africains anglophones
2. Pays africains francophones
3. Pays arabes et du Moyen-Orient
4. Asie et Pacifique
5. Caraïbes
6. Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase
7. Amérique latine

33. Dans certains cas, pour des raisons pragmatiques, des séminaires régionaux ou sous-régionaux supplémentaires qui ne figurent pas dans le Plan pourront être organisés, parce que, par exemple, des explications complémentaires pourront être nécessaires sur une question donnée, sans qu'il soit possible de l'anticiper. La durée de ces séminaires pourra varier selon le sujet et sera généralement de deux à cinq jours. En outre, ces séminaires régionaux seront menés, lorsque cela sera approprié et dans la mesure du possible, en partenariat avec d'autres organisations, institutions et organes internationaux avec lesquels l'OMC coopère normalement. De même, pour utiliser au mieux



les ressources et éviter les doubles emplois en matière d'activités d'assistance technique et de formation, l'OMC participera, si on le lui demande, aux activités organisées par des institutions partenaires. Celles-ci ne seront pas toujours connues avant l'année considérée et au moment de l'établissement des plans.

34. Les séminaires régionaux portent sur les Accords du Cycle d'Uruguay ainsi que sur d'autres questions liées à l'OMC, y compris les suivantes:

- i) Agriculture
- ii) Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)
- iii) Règlement des différends
- iv) Marchés publics et transparence
- v) Accès aux marchés pour les produits non agricoles
- vi) Autres questions liées à l'accès aux marchés: a) évaluation en douane, règles d'origine, b) facilitation des échanges
- vii) Règles (antidumping, subventions et droits compensateurs, sauvegardes, commerce d'État)
- viii) Négociations sur les services et AGCS
- ix) Obstacles techniques au commerce (OTC)
- x) Textiles et vêtements
- xi) Commerce et politique de la concurrence
- xii) Commerce et environnement
- xiii) Commerce et investissement
- xiv) ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)
- xv) Accords commerciaux régionaux

Le programme de travail proposé devra peut-être être révisé en ce qui concerne certaines questions pour tenir compte de l'action devant être menée au niveau des hauts fonctionnaires au plus tard le 15 décembre 2003, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 4 de la communication ministérielle adoptée le 14 septembre (document WT/MIN(03)/20).

35. Plusieurs autres produits d'assistance technique et de formation dont il est question plus loin dans le Plan seront également prévus au niveau régional. On peut citer les cours de politique commerciale de courte durée, les partenariats pour la formation et le renforcement des capacités, les techniques de négociation commerciale, etc. Au total, une vingtaine de produits distincts sont dispensés au niveau régional, visant tous les domaines et tous les Membres et pays accédants. Si tous les séminaires régionaux prévus sont mis en œuvre, leur nombre total dépassera la centaine. Ces séminaires seront financés sur le Fonds global d'affectation spéciale, d'autres fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire de l'assistance technique.

#### **e) Activités nationales d'assistance technique et de formation**

36. Le principal objectif des activités nationales est de traiter au niveau des pays de questions très spécifiques qui, sur le plan des besoins prioritaires et de la nécessité d'un traitement en profondeur, ne peuvent être couvertes de manière adéquate dans le cadre des séminaires régionaux et cours de politique commerciale. Il s'agit de questions telles que les accessions, l'intégration, l'aide aux pays dans les négociations sur les services (y compris en particulier le processus de demande et d'offre), l'aide aux pays pour la mise en œuvre des prescriptions de notification de la BID, l'Accord sur les ADPIC, les préparatifs en vue des examens de la politique commerciale, la mise en place de centres de référence, etc. Les séminaires et ateliers techniques nationaux seront complémentaires des cours et séminaires régionaux de politique commerciale. La demande émanant des pays doit donc être essentiellement fonction de ce qui ne peut être couvert de manière adéquate par les autres types de formation et d'assistance et, de ce fait, ne peut pas toujours être prévu à l'avance.

37. Contrairement à la pratique antérieure, les demandes d'activités nationales peuvent être présentées à tout moment, car il faut de la flexibilité pour mettre en corrélation les ressources disponibles dans les divisions spécialisées de l'OMC et les demandes des pays. Les demandes sont présentées au Secrétariat, soit directement (par écrit), soit par le truchement des divers organes de l'OMC. De ce fait, les activités nationales ne seront pas spécifiquement énumérées dans le Plan, mais enregistrées dans une base de données et gérées par l'IFCT. Leur exécution par l'OMC dépendra d'un certain nombre de considérations et de critères, notamment les suivants:

- la spécificité de la demande et la priorité ou pertinence de la question pour la formulation de la politique nationale et/ou les négociations commerciales multilatérales;
- la question de savoir si la demande pourrait être ou a été couverte dans un séminaire régional, un cours de formation national antérieur ou un programme conjoint (JITAP, Cadre intégré, etc.);
- la capacité du Secrétariat à entreprendre l'activité;
- la possibilité de satisfaire la demande par l'intermédiaire d'une institution et/ou d'un donateur partenaires (externalisation).

38. C'est au pays bénéficiaire qui présente la demande qu'il incombe de s'assurer qu'elle correspond à une priorité nationale. Cela est particulièrement important, car les Ministères s'adressent parfois directement au Secrétariat pour demander de l'assistance. Il faut par ailleurs maintenir un équilibre sur le plan géographique. Compte tenu du fait que les ressources de l'OMC sont limitées, le nombre de demandes émanant de pays bénéficiaires susceptibles d'être satisfaites sera également limité, mais ainsi, le Secrétariat sera mieux à même d'adapter l'assistance technique aux demandes des Membres à mesure qu'elles seront identifiées. Cela ne peut qu'aboutir à une assistance mieux orientée et plus pertinente.

39. Toutes les demandes seront examinées avec sérieux et sur un pied d'égalité, notamment pour ce qui est de déterminer comment traiter au mieux une préoccupation nationale. Au cas où il ne serait pas en mesure de mener l'activité en question dans des délais raisonnables, par exemple du fait de la limitation de ses capacités, le Secrétariat envisagerait et suggérerait des alternatives en consultation avec le pays bénéficiaire. La demande pourrait par exemple être redirigée vers l'une des agences/institutions avec lesquelles l'OMC a des accords de coopération. La base de données sur le renforcement des capacités commerciales OCDE/OMC pourra fournir une orientation à cet égard. En tout état de cause, la priorité sera accordée aux demandes les plus urgentes, en particulier celles qui émanent des PMA et des petites économies vulnérables.

40. Les activités nationales en faveur des PMA s'ajouteraient aux activités d'assistance technique et de formation inscrites dans les programmes conjoints, dont le JITAP et le Cadre intégré, dans la mesure où il n'y aurait pas de chevauchements. Par ailleurs, ces activités s'ajouteraient aux services de consultation, qui pourraient être fournis et pour lesquels les conditions et les critères ont été définis séparément (cf. chapitre suivant).

41. Les activités nationales seront imputées sur le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale.

**f) Services de consultation sur les politiques commerciales<sup>5</sup>**

42. L'objet des services de consultation est d'aider à répondre aux questions de politique commerciale identifiées par les Membres et à poser des diagnostics et formuler des recommandations pratiques sur la façon de les traiter. Les services de consultation permettront d'identifier les lacunes dans l'assistance technique planifiée et de répondre aux types de questions qui ne sont pas couvertes par les activités actuelles de l'OMC. Comme ces services seront fonction de la demande, ils seront conçus pour répondre aux préoccupations spécifiques du Membre requérant. Un service de consultation pourrait déterminer dans quelle mesure le Membre est capable d'identifier ses intérêts commerciaux stratégiques de manière effective compte tenu de sa stratégie globale de développement ou de gérer le processus d'élaboration des politiques sur le plan interne et au niveau international. Il pourrait aussi aider le Membre à procéder à une évaluation préliminaire de ses besoins en matière de coopération technique et de renforcement des capacités. Le cas échéant, les diagnostics et recommandations découlant des services de consultation seront intégrés au processus ordinaire de formation/d'assistance technique de l'OMC. Dans chaque cas, d'autres organisations pertinentes seront associées à ce type de services afin qu'elles les éclairent de leurs compétences.

43. Les services de consultation sur les politiques commerciales sont un produit nouveau. Le premier a été lancé au Sierra Leone en août 2003. À ce stade, on ne peut en prévoir la demande ou le nombre de services qui pourront être fournis dans la pratique. Budgétairement, ils seront inclus dans les activités nationales.

**g) Cours de politique commerciale de courte durée dans le cadre du Programme de Doha pour le développement**

44. À titre de suivi de la série de cours de perfectionnement pour hauts fonctionnaires organisés en 2002 et 2003, des cours analogues, mais de plus courte durée, auront lieu dans chaque région. Les cours de perfectionnement pour hauts fonctionnaires portaient sur toutes les questions essentielles du Programme de Doha pour le développement et s'inscrivaient dans le cadre de la préparation de la Conférence de Cancún. Les nouveaux cours, dont la durée pourra atteindre cinq jours, constitueront une suite aux cours antérieurs en fonction des résultats de la cinquième Conférence ministérielle de Cancún. Leurs principaux objectifs sont les suivants:

- évaluer l'état d'avancement du Programme de Doha pour le développement à la lumière des résultats de la cinquième Conférence ministérielle tenue à Cancún; et
- faciliter le dialogue entre les hauts fonctionnaires de la région et les autres parties intéressées sur la façon de faire avancer les négociations.

45. Ces cours seront imputés sur des fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire.

**h) Cours spécialisés**

46. Les cours spécialisés portent sur une question ou un groupe de questions relatives à l'OMC. Ils durent généralement une ou deux semaines et se tiennent au Siège. Des exposés sur l'avancement des travaux de l'OMC dans les domaines couverts sont donnés dans le cadre de ces cours. Les méthodes de formation mettent l'accent sur l'apprentissage interactif, les exercices pratiques, les études de cas et les débats. Des exercices de simulation sont souvent organisés pour permettre aux participants d'acquérir de nouvelles compétences.

---

<sup>5</sup> On trouvera une description plus détaillée de la notion de services de consultation sur les politiques commerciales dans le document WT/COMTD/W/117 du 16 juin 2003, élaboré pour le Comité du commerce et du développement.

47. Pour ce qui est des objectifs, à l'issue des cours, les participants doivent avoir:

- acquis une meilleure compréhension des questions spécifiques étudiées; et
- amélioré leurs compétences pratiques en vue de renforcer la participation de leur pays à l'OMC, y compris dans le contexte des négociations en cours.

48. Les cours spécialisés sont organisés par l'IFCT en coopération avec des experts des différentes divisions opérationnelles et parfois avec le soutien de consultants ou professeurs externes. Des conférenciers d'autres organisations actives dans le domaine spécifique concerné peuvent aussi être invités à y participer.

49. Les fonctionnaires des pays en développement et des PMA, des économies en transition et des pays accédants peuvent généralement participer aux cours spécialisés. Des fonctionnaires de pays développés peuvent aussi être invités à certains cours, par exemple sur les règles et procédures de règlement des différends en application de l'article 27:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

50. Les cours spécialisés suivants sont prévus pour l'année prochaine:

- 8<sup>ème</sup> cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires hispanophones);
- 9<sup>ème</sup> cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires anglophones);
- 10<sup>ème</sup> cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires anglophones).
- cours spécialisé (sujet à déterminer) (pour fonctionnaires anglophones); et
- 5<sup>ème</sup> cours spécialisé sur les négociations commerciales: de la théorie à la pratique (pour fonctionnaires francophones).

51. Les coûts découlant de l'organisation de cours spécialisés à Genève sont imputés de différentes manières en fonction de l'activité concernée. S'agissant des cours (spécialisés) sur le règlement des différends, la participation d'un nombre limité de PMA est imputée sur le Fonds global d'affectation spéciale (FGAS), les autres participants étant autofinancés. En ce qui concerne les autres cours spécialisés, les coûts sont imputés sur le budget ordinaire.

#### **i) Cours d'introduction**

52. Le principal objectif des cours d'introduction est de diffuser des informations générales sur l'OMC, ses règles et disciplines de base et son fonctionnement. Les cours durent généralement trois semaines et se tiennent au Siège. Ils comprennent des exposés sur l'ensemble des travaux de l'OMC. Lorsque les participants proviennent tous d'une même région ou d'un même groupe de pays, l'accent est mis tout particulièrement sur les problèmes et les défis qui se posent dans cette région. La dimension développement constitue un module important du programme. Les cours d'introduction bénéficient souvent de la participation de représentants du CCI, de la CNUCED, de l'OMPI et de la Banque mondiale.

53. Pour ce qui est des objectifs à atteindre, on compte qu'à la fin de ces cours les participants auront:

- acquis une compréhension générale de l'évolution historique du SCM;
- acquis une connaissance générale des principes de base de l'OMC et de la structure juridique de l'Accord de Marrakech ainsi que de l'évolution plus récente;
- appris à trouver les renseignements et la documentation pertinents sur les questions concernant l'OMC et à utiliser ses textes juridiques et documents connexes;
- acquis les outils analytiques et pratiques nécessaires pour placer une question particulière concernant le commerce dans le contexte approprié de l'OMC; et
- établi et/ou renforcé un réseau de relations utiles avec les participants et experts du Secrétariat de l'OMC.

54. Les cours d'introduction sont organisés par l'IFCT en coopération avec les experts des différentes divisions. Des conférenciers d'autres organisations actives dans le domaine considéré peuvent être invités à participer à cette formation.

55. Normalement, seuls les fonctionnaires appartenant à des PMA peuvent prendre part aux deux cours d'introduction organisés chaque année. Cependant, dans certains cas, des fonctionnaires d'autres pays en développement sont également invités à y participer.

56. Les méthodes de formation employées mettent l'accent sur l'apprentissage interactif, les exercices pratiques et les études de cas. Les exercices servent à faire acquérir des compétences aux participants.

57. Les cours suivants sont prévus pour 2004:

- 5<sup>ème</sup> cours d'introduction pour fonctionnaires francophones venant de PMA; et
- 6<sup>ème</sup> cours d'introduction pour fonctionnaires anglophones venant de PMA.

58. Les coûts encourus pour l'organisation de ces cours d'introduction sont imputés sur le budget ordinaire.

#### **j) Journées d'initiation de l'OMC**

59. Les Journées d'initiation de l'OMC sont généralement organisées trois à quatre fois par an à Genève à l'intention des délégués nouvellement arrivés, des organisations non gouvernementales, des journalistes, des nouveaux fonctionnaires de l'OMC, des stagiaires travaillant dans le Secrétariat et des fonctionnaires intéressés d'autres organisations internationales. D'autres délégués et fonctionnaires intéressés peuvent également assister aux présentations.

60. Les objectifs visés sont qu'à la fin de chaque journée, les participants doivent avoir:

- acquis une compréhension générale de l'OMC, de son fonctionnement et de ses principes fondamentaux;
- appris à accéder par l'informatique aux ressources pertinentes de l'OMC; et
- été informés de l'état des négociations de l'OMC.

Ces journées sont organisées par l'IFCT en coopération avec les experts des autres divisions et consistent essentiellement en une présentation sur l'OMC, l'historique du SCM, les principes de base de l'OMC, son fonctionnement ainsi que les différentes manières d'accéder aux informations la concernant. Ces journées se tiennent au Siège. Elles n'impliquent aucun coût direct.

**k) Soutien fourni à Genève**

61. Divers produits sont fournis directement à Genève; ils comprennent:

- la "Semaine de Genève" à l'intention des délégations qui n'y ont pas de représentation, financée sur le budget ordinaire de l'OMC. Afin de répondre aux problèmes particuliers rencontrés par les Membres et Observateurs qui n'ont pas de représentation à Genève et de renforcer leur participation dans le SCM, l'OMC organise la "Semaine de Genève", au cours de laquelle des représentants de ces pays en poste dans leur capitale ou dans des pays européens sont invités à Genève. Deux de ces semaines sont prévues en 2004. Leurs coûts sont imputés sur des fonds d'affectation spéciale. À la fin de la semaine, les participants ont:
  - o acquis une bonne connaissance de l'état des travaux et des méthodes de travail de l'OMC ainsi que diverses activités d'assistance technique proposées; et
  - o eu la possibilité, pendant leur séjour, de prendre part aux travaux des organes de l'OMC et d'avoir des contacts avec d'autres organisations et d'autres délégations établies à Genève.
- ateliers isolés sur des sujets spécifiques (accessions, concurrence, OTC) ou coïncidant avec des réunions de comités opérant à Genève, qui font ensuite partie des activités des participants. Comme en 2002 et en 2003, un seul atelier de ce type sera organisé sur un sujet lié aux services. Les coûts de ces ateliers sont imputés sur des fonds d'affectation spéciale;
- assistance *ad hoc*: une telle assistance est fournie aux délégations en visite à Genève, sous la forme de programmes spéciaux, de conférences, d'exposés et de réunions; de même, les délégations demandent fréquemment directement aux divisions de l'OMC un soutien sur des accords spécifiques (aucun coût direct);
- séances d'information sous forme de vidéoconférences: régulièrement, le Secrétariat organise avec des pays bénéficiaires des vidéoconférences pour leur fournir des renseignements sur des questions spécifiques. De nombreux pays peuvent être reliés simultanément au Siège par ce moyen pour établir un dialogue interactif. De telles conférences sont très économiques (les coûts portant généralement sur les liaisons vidéo et téléphoniques);
- services de secrétariat pour les groupes régionaux: de plus en plus, le Secrétariat apporte un soutien aux réunions des groupements régionaux et organise à leur intention des exposés sur des sujets spécifiques concernant l'OMC en fonction des négociations;
- rôle consultatif sur les questions juridiques: depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, conformément aux prescriptions de l'article 27.2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le Secrétariat fournit des services juridiques à tout pays en développement qui en fait la demande au cas où il est impliqué dans le règlement d'un différend (coûts imputés sur le budget ordinaire).

**l) Partenariats pour la formation et le renforcement des capacités: une approche intégrée**

62. L'IFCT a entrepris d'établir des partenariats entre le Secrétariat de l'OMC et les milieux universitaires s'occupant de politique commerciale dans les pays Membres. Ces partenariats visent à promouvoir des activités conjointes de renforcement des capacités tout en améliorant la capacité de l'OMC à former des fonctionnaires nationaux, renforcer les capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour une telle formation dans les pays en développement, contribuer à l'élaboration de programmes d'études concernant l'OMC dans les établissements d'enseignement supérieur et promouvoir la recherche sur les questions liées à l'OMC en vue de renforcer les capacités de négociation nationales et régionales. Ces partenariats s'appuient sur diverses activités déjà entreprises par le Secrétariat de l'OMC. Elles évolueront au fil du temps, certaines passant progressivement sous la responsabilité des partenaires.

63. Cette approche intégrée comporte quatre éléments interconnectés. Chacun peut en principe se suffire à lui-même, mais les synergies naturelles favorisent leur intégration et accroissent les perspectives de durabilité. Les quatre éléments de cette approche intégrée pour l'établissement de partenariats en matière de renforcement des capacités sont les suivants:

- i) formation de fonctionnaires nationaux;
- ii) établissement de partenariats institutionnels au niveau régional pour des activités de renforcement des capacités;
- iii) élaboration au niveau régional avec les milieux universitaires et des spécialistes d'arrangements pour l'organisation de cours conjoints pour la formation des fonctionnaires;
- iv) création avec des établissements d'enseignement supérieur de réseaux universitaires comportant plusieurs éléments qui peuvent être développés:
  - élaboration de programmes d'études;
  - développement des connaissances par la formation;
  - mise au point de moyens pédagogiques;
  - échange de renseignements;
  - encouragement de recherches conjointes entre universitaires de pays en développement et l'OMC;
  - élaboration d'un programme de soutien aux études de doctorat;
  - formulation d'arrangements pour permettre à des universitaires d'effectuer de courtes visites d'étude à l'OMC;
  - élargissement de l'accès du public aux renseignements concernant l'OMC dans les universités.

64. Les coûts de ces activités seront, sauf indication contraire, imputés essentiellement sur le Fonds global d'affectation spéciale.

65. Les activités visant à établir des partenariats pour la formation et le renforcement des capacités incluent les éléments suivants:

*i) Cours régionaux de politique commerciale*

Comme on l'a vu au chapitre a) ii), les cours régionaux de politique commerciale constituent un élément clé dans la constitution de tels partenariats, l'objectif principal étant de transférer et de renforcer la maîtrise locale et les capacités au niveau régional.

*ii) Ateliers pour professeurs d'université sur les questions concernant l'OMC*

Des ateliers sont organisés périodiquement pour consolider et faire progresser les partenariats de l'OMC avec les milieux universitaires. Ils sont essentiels pour une coordination adéquate et la constitution de réseaux. Ils portent sur différents aspects des activités conjointes, dont l'enseignement et la recherche, l'objectif global étant d'accroître la capacité des Membres à participer effectivement à l'OMC. Parmi les sujets de discussion possibles figurent l'élaboration de programmes d'enseignement, les moyens et documents pédagogiques, l'échange de renseignements, l'évaluation des activités conjointes d'enseignement à l'intention des fonctionnaires nationaux et la recherche conjointe. En outre, ces réunions servent à tenir les partenaires universitaires au courant des progrès réalisés dans les négociations et l'exécution du programme de travail de l'OMC et aussi à préparer les cours régionaux de politique commerciale organisés par le Secrétariat dans les régions.

Ces ateliers durent trois jours, chacun pouvant compter une trentaine d'universitaires de chaque région. Il est préférable qu'ils se tiennent à Genève, car cela donne aux partenaires universitaires une meilleure occasion de rencontrer des membres du Secrétariat et des délégations. Le Secrétariat prévoit d'organiser cinq ateliers de ce type en 2004.

*iii) Programme de soutien d'études de doctorat*

Le principal objectif d'un tel programme de soutien serait de contribuer au renouvellement et à l'élargissement continus des compétences universitaires concernant l'OMC dans les pays en développement.

Le Secrétariat fournirait un financement et une aide à des étudiants en doctorat de pays en développement pour la conduite de recherches d'une durée de trois à six mois à l'OMC et les orienterait et conseillerait en collaboration étroite avec ceux qui supervisent leurs études universitaires. Comme il est probable que ce soit là un moyen très efficace d'amener de jeunes universitaires à entreprendre des recherches sur des sujets concernant l'OMC et présentant un intérêt direct pour les gouvernements, l'intention est de recevoir jusqu'à 12 étudiants à la fois. En 2004, cependant, le programme pilote ne portera au maximum que sur six étudiants faisant leur doctorat.

*iv) Programme à l'intention d'universitaires invités*

Le Secrétariat facilitera des visites d'universitaires en exercice travaillant sur des questions concernant l'OMC pour une durée maximale de six mois. Ils pourront ainsi dialoguer avec le Secrétariat et plus généralement les milieux s'occupant de politique commerciale et augmenter la pertinence de leurs travaux pour l'OMC. Ces universitaires financeraient eux-mêmes leur visite.



v) ***Collaboration dans le domaine de la recherche***

Le principal objectif de la collaboration dans le domaine de la recherche est d'élaborer avec des universitaires de pays en développement des initiatives conjointes de recherche sur les questions concernant l'OMC. Une telle collaboration augmentera l'intérêt des milieux universitaires pour les recherches intéressant l'OMC et augmentera le nombre d'analyses régionales et nationales portant sur des questions de politique liées à l'OMC. Le coût des programmes de recherche conjoints prévus en 2004 sera imputé sur le budget ordinaire.

vi) ***Programme de diffusion de documents pour les universités***

Le principal objectif du programme de diffusion de documents pour les universités est de contribuer à la création et/ou au renforcement de "bibliothèques" consacrées à l'OMC dans les universités des pays en développement, l'objectif étant de faciliter l'accès des étudiants à cette source de renseignements.

Chaque année, l'OMC diffuse une série de publications de l'OMC, sous forme imprimée ou en format électronique, à des groupes d'universités de pays en développement. Une collaboration en vue d'un projet éventuel à l'échelle mondiale a été discutée avec l'Université des Nations Unies. Le coût en sera imputé sur le budget ordinaire.

m) **Téléenseignement et technologies de l'information**

66. Les principaux objectifs du programme concernant le téléenseignement et les technologies de l'information sont les suivants:

- utiliser à plein l'informatique et l'Internet comme alternative et complément au programme de formation traditionnel;
- améliorer l'audience de l'OMC auprès des établissements universitaires et des étudiants. La distance ne devrait plus constituer un obstacle à l'étude des principes fondamentaux du système commercial multilatéral; et
- élaborer des moyens pédagogiques pour la formation relative à l'OMC qui ne nécessitent pas la présence simultanée des stagiaires et des formateurs à Genève ou dans les régions.

67. À cet effet, le Secrétariat continuera à élaborer des modules de formation informatisés portant sur les Accords/questions de l'OMC, destinés à être utilisés essentiellement pour l'autoformation. Des modules sur l'utilisation des ressources en ligne de l'OMC, l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord général sur le commerce des services existent déjà, tandis que des modules sur l'évaluation en douane, les aspects liés au commerce des droits de propriété intellectuelle, les notifications de l'OMC et l'accès aux marchés seront élaborés en 2004.

68. Par ailleurs, le recours au téléenseignement sur l'Internet sera intensifié. Le module sur les principes fondamentaux de l'OMC sera disponible sur la plate-forme qui existe déjà. Des contacts ont été établis avec l'Institut d'études avancées de l'Université des Nations Unies pour une future coopération en matière de téléenseignement grâce au réseau universitaire virtuel de l'UNU. En outre, une nouvelle méthode de téléenseignement consistant à recourir à la fois à des CD-Roms et des vidéoconférences pour la fourniture d'une assistance technique liée au commerce sera mise à l'essai en 2004.

69. Le coût du programme de téléenseignement de 2004 sera imputé sur le budget ordinaire.

**n) Centres de référence**

70. Le principal objectif du programme de Centres de référence de l'OMC est de permettre aux fonctionnaires nationaux, ainsi qu'aux milieux commerciaux et universitaires d'avoir accès directement aux renseignements pertinents liés au commerce, concernant en particulier l'OMC.

71. L'établissement d'un Centre de référence de l'OMC implique trois éléments: i) la création d'une "bibliothèque" locale contenant des documents et des publications sur l'OMC, y compris des CD-Roms et d'autres documents exploitables sur machine; ii) l'accès à l'Internet, en particulier au site Web de l'OMC; iii) une formation pratique à l'utilisation des logiciels pertinents, de l'explorateur Web, des hyperliens et du courrier électronique pour communiquer avec l'OMC. Des versions électroniques du site Web sont également fournies sur CD-Rom. Par ailleurs, des DVD sont en cours d'élaboration. En outre, dans le cas des PMA, l'OMC fournit un ordinateur et les autres équipements nécessaires pour faire fonctionner le Centre de référence et, lorsque cela est techniquement faisable, l'accès au site Web de l'OMC<sup>6</sup> par l'Internet sans que les PMA n'aient à supporter de coûts.

72. Il est envisagé d'effectuer quelque 25 missions pour établir 15 Centres de référence et en améliorer dix, le coût en étant imputé sur le Fonds global d'affectation spéciale.

**o) Techniques de négociations commerciales**

73. Les objectifs des séminaires, ateliers et outils relatifs aux techniques de négociations commerciales sont d'améliorer la capacité analytique des négociateurs commerciaux pour leur permettre de participer effectivement aux négociations commerciales. Ces activités suivront des approches différentes, allant de la compréhension théorique des négociations antérieures et présentes, au renforcement des compétences et des techniques, en passant par des simulations, des études de cas et l'utilisation de données tirées des bases de données existantes.

74. Certains des produits proposés ont été élaborés par l'OMC et d'autres en collaboration avec des milieux universitaires et des institutions régionales ou internationales:

- a) négociation d'accords commerciaux: stratégies, tactiques et simulations. Les simulations portent essentiellement sur les droits de douane et les services;
- b) base de données intégrée (BDI) et base de données sur les listes tarifaires codifiées avec leurs applications logicielles pour permettre l'extraction, l'analyse et l'utilisation des données: dispositif d'analyse sur l'Internet de la BDI, CD-Rom sur la BDI et outils de la BDI pour la présentation de rapports;
- c) "Boîte à outils pour les négociateurs et la formation": préparation et analyse de listes d'offres et de demandes et comparaison, analyse et élaboration de propositions sur les disciplines de l'OMC; et
- d) dispositifs pour l'élaboration ou l'amélioration des produits existants:
  - amélioration des outils logiciels de la BDI et des listes tarifaires codifiées; et
  - amélioration de la boîte à outils pour les négociateurs commerciaux et élaboration d'un module sur les services.

---

<sup>6</sup> Pour améliorer la vitesse et la fiabilité, on est en train de relier les Centres de référence à l'OMC par le réseau de la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA). Actuellement, 27 pays sont déjà reliés au réseau de la SITA.

75. Les personnes auxquelles sont destinés les produits visés à l'alinéa a) sont des fonctionnaires ayant une bonne connaissance des Accords de l'OMC qui représenteront leur gouvernement dans des négociations commerciales régionales ou internationales. Les personnes auxquelles sont destinés les produits visés aux alinéas b) et c) sont les négociateurs ayant des compétences informatiques. Les participants seront formés à l'utilisation de ces outils et feront des exercices pratiques leur permettant d'utiliser les données de la BDI ou des Listes ou bien leurs propres données. Les coûts seront imputés sur des fonds d'affectation spéciale et sur le budget ordinaire.

**p) Programmes de stages**

76. Dans le cadre des efforts visant à développer les capacités humaines d'une manière entièrement concrète et pratique, le programme de stages a été élargi. Outre les stages ordinaires de l'OMC réservés à de jeunes diplômés, très souvent originaires de pays en développement, qui travaillent pendant trois mois au maximum dans une division, le programme inclut:

- le système néerlandais de stages prévoyant des affectations d'une durée maximale de deux ans au sein du Secrétariat;
- des stages dans les missions des coordonnateurs de groupes régionaux; et
- des stages dans certaines missions de pays en développement.

77. L'intérêt de tous ces programmes de stages réside dans le fait que les bénéficiaires se trouvent placés au cœur même des activités de l'OMC et ont l'occasion de travailler, pour ainsi dire, en "temps réel" sur les questions d'actualité. Les coûts seront imputés sur des fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire.

**q) Assistance technique dans le cadre du MEPC**

78. Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC) est un dispositif utile pour comprendre les politiques et pratiques commerciales des Membres et en garantir la transparence. Les examens des politiques commerciales des pays en développement et des PMA Membres remplissent de plus en plus une fonction d'assistance technique et ont permis de mieux comprendre la structure en place en matière de politique commerciale et ses rapports avec les Accords de l'OMC; ils jouent de ce fait un rôle important dans le renforcement des capacités et l'intégration. Les principaux objectifs de ces examens sont:

- une meilleure compréhension par les pays des Accords de l'OMC, afin de leur permettre de mieux s'y conformer et de mieux s'intégrer dans le système commercial multilatéral; et
- une collaboration plus poussée entre les différents services gouvernementaux.

79. Dans la mesure où ils couvrent en détail les politiques des Membres, les rapports du Secrétariat permettent d'identifier les faiblesses éventuelles des politiques suivies et les domaines spécifiques dans lesquels une assistance technique supplémentaire peut être nécessaire.

80. Depuis 2000, est organisé dans le cadre de ce processus à l'intention de fonctionnaires des PMA et d'un certain nombre d'autres pays en développement un séminaire de deux à quatre jours sur l'OMC et notamment sur la procédure d'examen des politiques commerciales et le rôle du commerce dans la politique économique, qui comporte la présentation par les participants du pays examiné d'un

exposé sur l'expérience acquise dans les efforts de libéralisation du commerce et des tables rondes.<sup>7</sup> Le rapport du Secrétariat sur l'examen des politiques commerciales des PMA et d'autres pays peu avancés comprend un chapitre sur les besoins et priorités en matière d'assistance technique identifiés avec le Membre concerné, l'intention étant d'utiliser ces informations dans le processus du Cadre intégré (CI). Dans le cas des PMA, le Secrétariat travaille également en étroite collaboration avec la Banque mondiale sur l'aspect commerce des études diagnostiques de l'intégration du commerce effectuées par cette dernière, les examens s'inscrivant dans le cadre de ces études diagnostiques. En outre, le MEPC joue un rôle important dans les nouveaux services de consultation sur la politique commerciale (paragraphe 5 et 6 du document WT/COMTD/W/117 du 16 juin 2003). Ces activités sont assimilées à des activités nationales et les coûts en sont imputés sur le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale.

**r) Programme de sensibilisation à l'intention des parlements et de la société civile**

81. Ces activités de sensibilisation consistent en ateliers régionaux organisés à l'intention de parlementaires et de représentants de la société civile.<sup>8</sup> Ceux-ci sont organisés conjointement avec des Membres de l'OMC et des institutions partenaires dans certaines régions. Les fonctionnaires des pays hôtes sont encouragés à y participer.

82. Les objectifs des ateliers régionaux (qui, comme cela a été mentionné dans l'introduction, s'inscrivent directement dans le cadre des objectifs plus larges de l'assistance technique) sont les suivants:

- favoriser une meilleure compréhension du SCM et développer l'intérêt du public à son égard;
- informer les participants sur fonctionnement de base du SCM et les principales questions qui se posent en matière de commerce international; et
- encourager les débats et échanges de vues sur les questions liées au commerce et au développement.

83. Dans ces ateliers, les participants reçoivent une initiation au SCM, qui couvre son histoire, sa structure, ses fonctions, ses principes, ses membres et ses procédures opératoires. Il leur est également fait des exposés sur le fonctionnement du Secrétariat de l'OMC et les processus de décision de l'Organisation. En outre, ils sont informés des principaux Accords de l'OMC et de l'état d'avancement des négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. Les ateliers visent également à couvrir des questions présentant un intérêt particulier pour la région ou le groupe concernés; à cette fin, des conférenciers sont régulièrement invités à y faire des exposés. Enfin, ces ateliers sont hautement interactifs et les participants y sont encouragés à échanger leurs opinions ainsi que des données d'expérience sur les incidences du SCM sur les parlements et la société civile.

84. Le coût du programme de sensibilisation sera imputé sur le Fonds global d'affectation spéciale (FGAS).

---

<sup>7</sup> De tels séminaires ont été organisés pour l'OECD, l'Ouganda (2001); le Burundi, Haïti, le Honduras, le Lesotho, le Malawi, les Maldives, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Zambie (2002); la Gambie, la Guyane, le Rwanda et l'Union douanière de l'Afrique australe (2003). Il est envisagé d'en tenir en 2004 au Belize, au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Suriname.

<sup>8</sup> Outre les ateliers régionaux tenus dans le cadre du programme de sensibilisation, l'OMC organise, en réponse aux demandes de Membres de l'OMC, des ateliers nationaux à l'intention des parlementaires et de représentants de la société civile.

**s) Participation à des réunions, conférences, ateliers, séminaires et colloques internationaux**

85. On demande de plus en plus souvent à l'OMC de prendre part à des réunions, conférences, séminaires et colloques internationaux organisés au niveau technique ou au niveau politique (ministériel) et d'y être représentée. Dans la plupart des cas, ces réunions ne peuvent être prévues à l'avance et il ressort de l'expérience passée que l'OMC participe chaque année à 80 ou 100 événements de ce genre, dont le coût peut ne pas toujours être imputé sur le budget ordinaire. Cependant, la participation de l'OMC à ces réunions est considérée comme indispensable pour diverses raisons: elle peut être essentielle pour coordonner et définir des politiques efficaces avec d'autres institutions, ainsi que pour assurer la cohérence des politiques suivies; elle fournit l'occasion d'informer les parties prenantes de l'état des négociations ou de traiter et clarifier certaines questions concernant l'OMC; elle peut être critique pour nouer un dialogue politique avec certains milieux, y compris le secteur privé, les parlementaires et les ONG. En outre, il est important pour l'OMC d'être représentée en particulier aux réunions tenues conjointement avec d'autres organisations internationales et de contribuer aux débats qui portent la marque de l'OMC.

86. Dans la mesure où les coûts de ces activités ne peuvent être imputés sur le budget ordinaire, ils seront imputés sur le Fonds global d'affectation spéciale (FGAS).

#### **IV. PARTENARIATS ET EXTERNALISATION**

87. Pour développer et renforcer les capacités locales des pays bénéficiaires et accroître leur maîtrise des diverses activités, l'accent sera mis de plus en plus sur les partenariats. Dans chaque région géographique, des partenariats sont établis et utilisés essentiellement à des fins de formation et d'exécution d'activités conjointes. Leur nature varie beaucoup d'une institution partenaire à l'autre, en fonction de l'institution elle-même, de la teneur du Mémoire d'accord qui peut avoir été conclu et des objectifs convenus dans les arrangements de partenariat.

88. Les principaux objectifs de ce type de rapports sont les suivants:

- améliorer la qualité des activités de formation et de coopération technique en utilisant les capacités, les compétences et les installations existantes, au niveau régional et/ou à Genève. En outre, cette coopération facilite la fourniture de l'assistance technique et la diffusion des programmes de formation de l'OMC;
- assurer une plus grande cohérence entre les fournisseurs d'activités de formation et d'assistance technique liées à l'OMC;
- transférer graduellement la maîtrise des activités et constituer des partenariats pour l'assistance technique; et
- utiliser au mieux les ressources disponibles.

89. On peut citer les exemples de partenariats suivants:

- La coopération institutionnelle en matière de formation dans les pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale a lieu essentiellement dans le cadre de l'Institut multilatéral de Vienne (IMV). L'OMC disposera de six créneaux représentant au total sept semaines pour l'organisation de séminaires et de cours de formation; en outre, le Secrétariat dispense une formation à l'Institut sous la forme de deux cours annuels de politique économique appliquée.

- En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'essentiel des activités régionales sont menées en partenariat étroit avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et en particulier son Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL). Chaque année, un programme conjoint est défini et cofinancé par les deux institutions. Dans le cadre de la coopération avec la BID/l'INTAL, des partenariats ont été établis avec les secrétariats d'organisations régionales d'intégration comme l'Association pour l'intégration latino-américaine (ALADI), la Communauté andine, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) et le Mercosur, ainsi qu'avec l'Organisation des États américains. Dans les Caraïbes, il existe une coopération avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes, ainsi qu'avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO) et l'Association des États des Caraïbes (AEC).
- En Afrique, la plupart des activités de formation et de coopération technique sont entreprises en partenariat avec la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, la Banque africaine de développement (BAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO), le Secrétariat du NEPAD, le Marché commun de l'Afrique australe et orientale (COMESA), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), etc.
- En Asie et dans le Pacifique, il existe une coopération avec la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Secrétariat du Forum (FORSEC) et la Banque asiatique de développement.
- Au Moyen-Orient, après la signature de mémorandums d'accord, une coopération étroite s'installe avec la Banque islamique de développement (BIsD) et la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale (CESAO).

90. Le Secrétariat s'efforce constamment de renforcer et d'élargir la coopération avec les organismes et institutions régionaux. Au printemps de cette année, un mémorandum d'accord a été signé avec le Secrétariat de la CNUCED. Par ailleurs, un mémorandum d'accord a été conclu avec l'ONUDI.

91. La coopération sur le terrain avec d'autres organisations, les donateurs bilatéraux et les bénéficiaires, dans le contexte du Cadre intégré et du JITAP, est au cœur même de ces programmes.

92. Il est proposé de conclure un accord de partenariat pour l'exécution d'un projet en coopération avec l'Université d'Adélaïde, ce qui nécessiterait une contribution financière de l'OMC de 250 000 francs suisses. Ce projet de recherche comprendrait diverses études de cas qui pourraient être utilisées dans des projets de renforcement des capacités. Il permettrait de rassembler des informations sur certains aspects de la gestion par les Membres de l'OMC de leur participation au SCM, données qui refléteraient le point de vue des pouvoirs publics, des entreprises et de groupes de la société civile. Le compte rendu de projet servirait d'introduction aux études de cas et dégagerait des observations générales à partir des données recueillies.

93. Le Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce est un autre exemple d'accord de partenariat. L'objectif général de ce mécanisme est de renforcer les capacités des pays en développement pour leur permettre de se conformer aux normes SPS régissant l'accès aux marchés pour les produits alimentaires et autres produits agricoles. Cet objectif sera atteint grâce à une collaboration accrue entre cinq organisations pertinentes dans des domaines d'activités pertinents (Banque mondiale, FAO, OIE, OMC et OMS), y compris par l'élaboration de projets institutionnels

communs et l'allocation de financements au titre du Mécanisme aux pays en développement. Le Mécanisme a été établi grâce à un don de la Banque mondiale et à une contribution de l'OMC prélevée sur le Fonds global d'affectation spéciale (FGAS). L'OMC qui est l'organisation d'exécution chargée d'administrer le Mécanisme devrait, en 2003, faire une contribution de 100 000 francs suisses imputée sur le FGAS pour compléter la contribution sous forme de don allouée par la Banque mondiale.

94. Ces partenariats entraînent parfois des coûts, mais dans la plupart des cas, ce sont les partenaires qui font une contribution, soit en espèces soit en nature, pour mener à bien ces activités.

95. Pour ce qui est de l'externalisation, le Secrétariat a rédigé et distribué aux Membres une note (document WT/COMTD/W/116 du 16 juin 2003) qui indique les fondements de la politique de l'OMC en la matière.

## **V. SUIVI ET ÉVALUATION**

96. Les activités de suivi et d'évaluation de l'assistance technique et de la formation viseront à assurer que les activités prévues dans le Plan soient mises en œuvre de manière efficace et que les produits offerts donnent les résultats escomptés. Les activités existantes de suivi et d'évaluation continueront donc de fournir des informations en retour pour assurer un contrôle de la qualité, tirer les leçons de l'expérience acquise et contribuer à améliorer et mettre à jour les produits et les outils de formation et d'assistance technique. En outre, le processus d'évaluation permettra d'établir un mécanisme pour des actions complémentaires; le suivi et l'évaluation font donc partie intégrante de la gestion de l'activité d'assistance technique.

## **VI. FINANCEMENT**

97. En vertu de l'engagement énoncé au paragraphe 40 de la Déclaration de Doha, le Conseil général a approuvé le 20 décembre 2001 la création du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement et défini son mandat.<sup>9</sup> L'un des principaux objectifs à l'origine de cette création était de regrouper les nombreuses ressources extrabudgétaires de l'OMC en un seul fonds général, de manière à disposer d'une base financière solide et stable pour les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités de l'OMC. C'est la raison pour laquelle le mandat du Fonds prévoit un mécanisme de suivi des annonces de contributions et de leur versement. Le Conseil général a également accru de manière sensible la part du budget ordinaire consacrée à l'assistance technique, mais le Fonds global est aujourd'hui la principale source de financement de cette assistance.

98. Conformément au mandat du Fonds global, le Comité du budget, des finances et de l'administration devra recommander au Conseil général un objectif pour son financement en 2004. Ce montant correspondra à la valeur estimative du Plan d'assistance technique pour 2004, tel qu'il sera adopté par le Comité du commerce et du développement, compte tenu des ressources disponibles pour l'assistance technique dans le budget ordinaire de 2004 et des ressources allouées par les organisations partenaires pour l'exécution d'activités conjointes. Le Secrétariat élaborera un document distinct sur la question qui sera soumise à l'examen des Membres.

---

<sup>9</sup> Voir document WT/BFA/56 et en particulier ses paragraphes 13 à 22 et ses annexes A et B.

## ANNEXE

### I. FORMATION DISPENSÉE À GENÈVE

	Description des activités/dates	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours <sup>10</sup>
<b>A. Cours de politique commerciale</b>	27 <sup>ème</sup> Cours de politique commerciale (anglais) 12 janvier–2 avril	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1 800
	28 <sup>ème</sup> Cours de politique commerciale (anglais) 12 janvier–2 avril	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1 800
	29 <sup>ème</sup> Cours de politique commerciale (espagnol) 26 avril–16 juillet	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1 800
	30 <sup>ème</sup> Cours de politique commerciale (français) 20 septembre–10 décembre	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x60) 1 800
<b>B. Cours spécialisés</b>	8 <sup>ème</sup> Cours (spécialisé) sur le règlement des différends, 19-23 avril (espagnol)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30x5) 150
	9 <sup>ème</sup> Cours (spécialisé) sur le règlement des différends, 27 septembre–1 <sup>er</sup> octobre (anglais)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30x5) 150
	10 <sup>ème</sup> Cours (spécialisé) sur le règlement des différends 13-17 décembre (anglais)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30x5) 150
	4 <sup>ème</sup> Cours spécialisé (sujet à déterminer) 11-22 octobre (anglais)	IFCT, Divisions de l'OMC	(30x10) 300
	3 <sup>ème</sup> Cours spécialisé (Négociations commerciales : de la théorie à la pratique), 8-19 novembre (français)	IFCT	(30x10) 300

<sup>10</sup> Les chiffres indiqués sont des estimations établies sur la base d'expériences antérieures et de projections. L'objectif est d'avoir une mesure de mise en œuvre plus précise.



	Description des activités/dates	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours <sup>10</sup>	
<b>C. Cours d'introduction</b>	5 <sup>ème</sup> Cours d'introduction pour les PMA 24 mai–11 juin (français)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x15) 450	
	6 <sup>ème</sup> Cours d'introduction pour les PMA, 12–30 juillet (anglais)	IFCT, Divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30x15) 450	
<b>D. Journées d'initiation</b>	9 <sup>ème</sup> , 10 <sup>ème</sup> et 11 <sup>ème</sup> journées d'initiation (anglais/français/espagnol)	IFCT, Divisions de l'OMC	n.d.	
<b>E. Semaine de Genève</b>	Premier trimestre	Division du développement et autres divisions de l'OMC	(70x5) 350	
	Deuxième trimestre	Division du développement et autres divisions de l'OMC	(70X5) 350	
<b>F. Partenariats pour la formation et le renforcement des capacités</b>	Atelier pour professeurs d'université sur des questions concernant l'OMC	IFCT, Division de la recherche économique et des statistiques, autres divisions  En coopération avec:  Université de Nairobi, universitaires de la région    University of the West Indies et universitaires de la région    BID/INTAL, établissements d'enseignement supérieur régionaux		
	Ateliers organisés à Genève à l'intention de professeurs d'université sur des questions concernant l'OMC en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur régionaux, des universitaires et des gouvernements de la région			
	1. pour les pays africains anglophones			(30x3) 90
	2. pour les pays africains francophones			(30x3) 90
	3. pour les pays d'Asie			(30x3) 90
	4. pour les pays des Caraïbes			(30x3) 90
	5. pour l'Amérique latine			(30x3) 90

	Description des activités/dates	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours <sup>10</sup>
	Programme de soutien d'études de doctorat	Division de la recherche économique et des statistiques, Divisions opérationnelles	(6x180) 1 080
	Programme à l'intention d'universitaires invités	Division de la recherche économique et des statistiques, Divisions opérationnelles	n.d.
	Collaboration dans le domaine de la recherche: activités de recherche conjointes avec des universitaires de pays en développement	Division de la recherche économique et des statistiques	n.d.
	Programme de diffusion de documents pour les universités: fourniture gratuite d'un jeu de base de publications de l'OMC à des groupes de 20 universités dans chaque région	IFCT, établissements d'enseignement supérieur régionaux	n.d.
<b>Sous-total I</b>			<b>11 380</b>

## II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION<sup>11</sup>

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>A. Cours régionaux de politique commerciale</b>	<b>Caraïbes</b>	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC, Partenariat avec l'University of the West Indies	(25x60) 1 500
	<b>Afrique (anglophone)</b>	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC Partenariat avec l'Université de Nairobi	(25x60) 1 500
	<b>Afrique (francophone)</b>	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC	(28x60) 1 680
	<b>Asie</b>	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région	IFCT, Divisions de l'OMC	(33x60) 1 980
<b>B. Cours de politique commerciale de courte durée dans le cadre du Programme de Doha pour le développement</b>	<b>Afrique</b>	3 <sup>ème</sup> Cours de politique commerciale OMC/BAD/CEA à l'intention des pays africains	IFCT, BAD, CEA	(53x10) 530
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Cours de politique commerciale de courte durée sur le PDD	IFCT	(19x5) 95
	<b>Asie</b>	Cours de politique commerciale OMC/CESAP(ONU) sur les Accords de l'OMC et les négociations dans le cadre du PDD	IFCT, BAsD, ANASE, FORSEC, SAARC, CESAP (ONU)	(23x5) 115

<sup>11</sup> Les activités auront lieu à des dates et dans des lieux qui seront déterminés par voie de consultations et en considération des ressources et de la répartition des activités dans l'année et dans les différentes zones géographiques.

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	<b>Asie-Pacifique</b>	Cours de politique commerciale OMC/FORSEC sur les Accords de l'OMC et les négociations dans le cadre du PDD	IFCT, FORSEC	(14x5) 70
	<b>Caraïbes</b>	Questions commerciales multilatérales et régionales pour les Amériques: le Programme de Doha pour le développement et le processus de création de la ZLEA	IFCT, OEA	(25x5) 125
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Cours de politique commerciale de courte durée sur le PDD	IFCT	(30x5) 150
	<b>Amérique latine</b>	Questions commerciales multilatérales et régionales pour les Amériques: le Programme de Doha pour le développement et le processus de création de la ZLEA	IFCT, OEA	(25x5) 125
<b>C. Séminaires/ Ateliers régionaux</b>				
<b>i) Agriculture</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(25x3) 75
	<b>Afrique (francophone)</b>	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(28x3) 84
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(19x3) 57
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base Activités conjointes OMC/CESAP(ONU); ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37x3) 111
	<b>Caraïbes</b>	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base FAO	(14x3) 42

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base	(30x3) 90
	<b>Amérique latine</b>	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base	(20x3) 60
<b>ii) Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(46x3) 138
	<b>Afrique (francophone)</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(36x3) 108
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(48x3) 144
	<b>Asie</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Activités conjointes OMC/CESAP(ONU); Division de l'agriculture et des produits de base, ANASE, SAARC, BAsD, CODEX/CIPV/OIE, FORSEC	(20x3) 60
	<b>Asie-Pacifique</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(36x3) 108
	<b>Caraïbes</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(32x3) 96
	<b>Amérique centrale</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(32x3) 96
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(28x3) 84
	<b>Amérique latine</b>	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(32x3) 96

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>iii) Règlement des différends</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(25x4) 100
	<b>Afrique (francophone)</b>	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(28x4) 112
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Atelier spécial sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(19x4) 76
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur les procédures et les pratiques de règlement des différends et sur les négociations concernant le Mémoire d'accord	Activité conjointe OMC/CESAP(ONU); Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37x4) 148
	<b>Caraïbes</b>	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, INTAL/BID	(14x4) 56
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, IMV	(30x4) 120
	<b>Amérique latine</b>	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, INTAL-BID	(20x4) 80
<b>iv) Marchés publics et dispositions relatives à la transparence</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(50x3) 150
	<b>Afrique (francophone)</b>	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(56x3) 168
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur les marchés publics et les dispositions relatives à la transparence	Activité conjointe OMC/CESAP(ONU); Division de la propriété intellectuelle, ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37x3) 111
	<b>Caraïbes</b>	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(28x3) 84
	<b>Amérique latine</b>	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(40x3) 120

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>v) Accès aux marchés des produits non agricoles</b>	<b>Afrique (francophone)</b>	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(28x3) 84
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(19x3) 57
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Activité conjointe OMC/CESAP(ONU); Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques, ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37x3) 111
	<b>Caraïbes</b>	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(14x3) 42
<b>vi) Autres questions liées à l'accès aux marchés</b>  <b>a) Évaluation en douane, règles d'origine</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(25x4) 100
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(37x4) 148
	<b>Caraïbes</b>	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(14x4) 56
	<b>Asie centrale et Caucase</b>	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(20x4) 80
<b>b) Facilitation des échanges</b>	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, ONU/CEE	(38x3) 114
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, ONU/CEE	(60x3) 180

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>vii) Règles (antidumping, subventions et droits compensateurs, sauvegardes, commerce d'État)</b>	<b>Afrique (SADC)</b>	Atelier sur les sauvegardes	Division des règles	(30x3) 90
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur les procédures d'enquête relatives aux mesures correctives commerciales	Division des règles	(30x4) 120
	<b>Caraïbes</b>	Atelier sur l'antidumping	Division des règles	(24x4) 96
	<b>Amérique latine</b>	Atelier sur les procédures d'enquête relatives aux mesures correctives commerciales	Division des règles	(20x4) 80
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Atelier sur l'antidumping	Division des règles	(24x4) 96
<b>viii) Services; AGCS</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(25x3) 75
	<b>Afrique (francophone)</b>	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(28x3) 84
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services, ONU/CESAO	(19x3) 57
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Activité conjointe OMC/CESAP(ONU); Division des services, ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37x3) 111



Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	<b>Caraïbes</b>	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(14x3) 42
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(30x3) 90
	<b>Amérique latine</b>	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(20x3) 60
<b>ix) Obstacles techniques au commerce (OTC)</b>	<b>Afrique de l'est et de l'ouest</b>	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, COMESA	(84x3) 252
	<b>Asie</b>	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, APEC	(69x3) 207
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, organismes internationaux et régionaux pertinents	(90x3) 270
	<b>Amérique latine</b>	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, BID/INTAL	(60x3) 180
<b>x) Textiles et vêtements (ATV)</b>	<b>Afrique</b>	Situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés pour certains pays africains	Division des textiles	(38x3) 114
	<b>Asie</b>	Atelier sur le commerce international des textiles et des vêtements, situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés	Division des textiles, ANASE, SAARC, BAsD	(23x3) 69
	<b>Amérique centrale</b>	Situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés pour les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine	Division des textiles	(18x3) 54
	<b>Amérique latine</b>	Situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés pour l'ALADI	Division des textiles	(25x3) 75

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>xi) Commerce et politique de la concurrence</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Cours intensif sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(50x6) 300
	<b>Afrique (francophone)</b>	Cours intensif sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(56x6) 336
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(74x3) 222
	<b>Amérique latine</b>	Atelier sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(40x3) 120
<b>xii) Commerce et environnement</b>	<b>Afrique (francophone)</b>	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés)	Division du commerce et de l'environnement	(28x1) 28
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés)	Division du commerce et de l'environnement	(19x1) 19
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés)	Division du commerce et de l'environnement	(37x1) 37
		Atelier sur les négociations concernant le commerce et l'environnement concomitant avec une activité du PNUE	Division du commerce et de l'environnement, AEM	(68x1) 68
	<b>Caraïbes</b>	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés)	Division du commerce et de l'environnement	(14x1) 14
	<b>Amérique latine</b>	Négociations; programme de travail du Comité du commerce et de l'environnement	Division du commerce et de l'environnement AEM, PNUE, BID	(40x2) 80
<b>xiii) Commerce et investissement</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(25x2) 50
	<b>Afrique (francophone)</b>	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(28x2) 56
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(12x2) 38

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur le commerce et l'investissement à l'OMC	Activité conjointe OMC/CESAP(ONU); Division du commerce et des finances, ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37x2) 74
	<b>Caraïbes</b>	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(14x2) 28
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(30x2) 60
	<b>Amérique latine</b>	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(20x2) 40
<b>xiv) ADPIC</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(50x3) 150
	<b>Afrique (francophone)</b>	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(56x3) 168
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(38x3) 114
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(74x3) 222
	<b>Caraïbes</b>	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(28x3) 84
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(60x3) 180
	<b>Amérique latine</b>	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(40x3) 120

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>xv) Accords commerciaux régionaux</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(25x4) 100
	<b>Afrique (francophone)</b>	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(28x4) 112
	<b>Asie</b>	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(25x4) 100
	<b>Asie-Pacifique</b>	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(25x4) 100
	<b>Caraïbes</b>	Règles de l'OMC sur les ACR pour la CARICOM	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(25x4) 100
	<b>Amérique latine</b>	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, Secrétariats régionaux	(20x4) 80
<b>D. Techniques de négociations commerciales</b>	<b>Afrique (anglophone)</b>	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(25x5) 125
	<b>Afrique (francophone)</b>	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(28x5) 140
	<b>Pays arabes et du Moyen-Orient</b>	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(19x5) 95
	<b>Asie et Asie-Pacifique</b>	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	Activité conjointe OMC/CESAP(ONU); ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37x5) 185
	<b>Caraïbes</b>	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(14x5) 70
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(30x5) 150
	<b>Amérique latine</b>	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(20x5) 100

Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>E. Sensibilisation</b>	<b>Afrique (francophone)</b>	Atelier pour les parlementaires	Division des relations extérieures	(40x3) 120
		Atelier pour la société civile	Division des relations extérieures, Fondation Friedrich-Ebert	(40x2) 80
	<b>Asie</b>	Atelier pour les parlementaires	Division des relations extérieures, Association parlementaire du Commonwealth	(40x3) 120
		Atelier pour la société civile	Division des relations extérieures, Fondation Friedrich-Ebert	(40x2) 80
	<b>Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase</b>	Atelier pour les parlementaires	Division des relations extérieures	(40x3) 120
	<b>Pacifique</b>	Atelier régional pour les parlementaires	Division des relations extérieures, Association parlementaire du Commonwealth	(40x3) 120
<b>Sous-total II</b>				<b>18 543</b>

### III. ATELIERS ET SYMPOSIUMS ORGANISÉS À GENÈVE

Sujet	Description et date de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
<b>Commerce et environnement</b>	Symposium public pour les délégués en poste à Genève	Division du commerce et de l'environnement, Division de l'accès aux marchés, Division des règles, CNUCED, PNUE	
	Atelier pour les pays africains (anglophones et francophones) et les pays arabes et du Moyen-Orient	Division du commerce et de l'environnement, Division de l'accès aux marchés, Division des règles, Accords environnementaux multilatéraux et organisations intergouvernementales	(65x6) 390
<b>OTC</b>	Réunion spéciale sur les procédures pour l'échange de renseignements pour les délégués en poste dans les capitales	Division du commerce et de l'environnement	(120x4) 480
<b>Services</b>	Questions liées aux modes, secteurs et/ou règles présentant une importance particulière pour les pays en développement; pour les délégués en poste dans les capitales	Division des services	(149x3) 447
<b>ADPIC</b>	Séminaire de formation sur les questions liées aux ADPIC pour professeurs d'université de pays en développement	Division de la propriété intellectuelle, OMPI	(25x10) 250
<b>Accession</b>	Processus d'accession à l'OMC pour les délégués en poste dans les capitales	Division des accessions	(30x3) 90
<b>ADPIC</b>	Indications géographiques pour les délégués en poste à Genève	Division de la propriété intellectuelle	
<b>Politique de la concurrence</b>	Symposium sur la politique de la concurrence pour les délégués en poste à Genève	Division de la propriété intellectuelle	
<b>ACR</b>	Séminaire sur les ACR pour les délégués en poste à Genève	Division de l'examen des politiques commerciales	
<b>Mesures correctives commerciales</b>	Mesures correctives commerciales à l'intention de responsables de ces question des pays en développement	Division des règles	(20x3) 60
<b>Règles</b>	Règles à l'intention de certains pays en développement	Division des règles, CNUCED	(20x3) 60
<b>Sous-total III</b>			<b>1 777</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>31 700</b>

#### IV. AUTRES ARRANGEMENTS DE PARTENARIAT<sup>12</sup>

Région	Institutions/organisations partenaires	Lieu	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations
Asie et Asie-Pacifique	Organisation internationale du droit du développement (IDLO)		Cours public de droit commercial international Asie-Pacifique	IFCT, Divisions de l'OMC, experts d'autres organisations
Amérique latine	Association latino-américaine d'intégration (ALADI)		Quatrième cours de politique commerciale de courte durée pour les Membres de l'ALADI	IFCT, Gouvernement espagnol
Afrique et Amérique latine	Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)		L'OMC et son incidence sur la commercialisation des produits agricoles au niveau international	IFCT, CIHEAM
Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Institut mixte de Vienne (IMV)		Premier cours de politique économique appliquée	Division de la recherche économique et des statistiques, Banque mondiale
	Institut mixte de Vienne (IMV)		Deuxième cours de politique économique appliquée	Division de la recherche économique et des statistiques, Banque mondiale

<sup>12</sup> Outre les activités énumérées dans l'annexe, qui sont exécutées le plus souvent en partenariat avec d'autres organes et organisations, le Secrétariat de l'OMC coopère régulièrement avec ses partenaires pour fournir une ATLC dans le cadre d'accords de partenariat spécifiques (par exemple des mémorandums d'accord) qui sont mentionnés dans le présent tableau.